



Ce 25 juin 2015, ici à Arles, comme partout en France, nous nous adressons au représentant de l'Etat pour signifier notre refus de l'austérité, car elle est dure aux salariés, aux retraités, aux privés d'emploi, aux étudiants, car elle profite à une minorité de parasites, car elle est économiquement inefficace et contre-productive.

La répartition des richesses en France est de plus en plus inégale : les salaires, les pensions, les minimas sociaux stagnent. La protection sociale est malmenée par une politique de bas salaires, de chômage et de cadeaux aux entreprises notamment par une exonération croissante des cotisations sociales qui diminue les ressources de notre protection sociale.

Les conséquences des politiques menées sont graves :

- nos salaires, nos pensions, nos ressources sont trop bas pour vivre correctement ;
- les diplômés et les qualifications ne sont pas suffisamment reconnus et rémunérés ;
- notre protection sociale couvre de moins en moins nos besoins face aux aléas de la vie.

Augmenter les salaires, les pensions, les minima sociaux, c'est indispensable pour bien vivre. C'est un élément essentiel pour relancer la consommation des ménages, renforcer notre système de protection sociale et sortir de la crise économique et sociale que connaît le pays depuis plusieurs années.

Remettre la Sécurité Sociale au cœur d'une politique sociale, c'est protéger notre santé, notre retraite, notre famille. C'est permettre de vivre dignement et en bonne santé à tout âge.

**Nous demandons :**

- **l'augmentation du Smic, du point d'indice des fonctionnaires et des minimas sociaux de 10 % au 1er juillet 2015 ;**
- **la tenue d'une conférence sociale sur les salaires, convoquée par le gouvernement avant mi-juillet 2015 sur :**
  - **la revalorisation des salaires et pensions ;**
  - **l'égalité salariale femmes - hommes ;**
  - **la reconnaissance des qualifications.**

**Nous refusons la loi Macron**, sur le fond et la forme de son passage en force à coups de 49-3.

C'est la loi la plus régressive depuis des décennies, elle impose la généralisation du travail du dimanche, le développement du travail de nuit, la diminution des droits des victimes de licenciement économiques, la privatisation du transport de voyageurs et des aéroports, la dépénalisation du droit du travail : autant de demandes du patronat satisfaites sans aucune contrepartie pour les salariés. Nous refusons les attaques contre la prud'homie.

**Nous refusons les choix faits dans le secteur de la Santé**, tarification à l'activité (T2A), loi Hôpital Patient Santé et Territoire, objectifs nationaux des dépenses de l'Assurance Maladie, Contrat de Retour à l'Équilibre Financier, la dernière loi Santé. Ils entraînent, jour après jour, une remise en cause du droit pour tous de se soigner.

**Nous refusons la casse de l'emploi industriel dans les Bouches du Rhône et la casse des services publics de proximité** (Sécu Tarascon, bureaux de poste, centres des impôts, hôpital...).

Nous demandons la mise en place d'un moratoire sur tous les plans de licenciements, sur les fermetures d'entreprises dans les Bouches du Rhône, sur les restructurations de services et les réformes en cours (Métropole Aix Marseille Provence, Pôle d'équilibre territorial et rural...).

**Nous en avons assez dans notre département de l'austérité, de la précarité, des licenciements et des bas salaires.**

**Nous voulons vivre, travailler et nous soigner dignement.**

Union Locale CGT - Bourse du Travail - 3 rue Parmentier - 13200 ARLES

☎ 04 90 96 50 27 - Fax 04 90 96 46 78 - e.mail : unionlocale@cgtarles.fr